

LES **ÉCO** SUPPLÉMENTS

INSPIRATIONS

Par Mehdi Idrissi
m.idrissi@leseco.ma

FÈS-MEKNÈS

LES CHALLENGES POUR UNE NOUVELLE POLITIQUE DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL



FÈS-MEKNÈS

Les challenges pour une nouvelle politique de développement régional

Les acteurs de la Région Fès-Meknès accordent leurs violons afin de déployer sur le terrain les orientations de la régionalisation avancée, conformément aux ambitions du Nouveau modèle de développement (NMD). Dans le cadre de la préparation du PDR 2022-2027, la région compte programmer une série de rencontres pour débattre des besoins de la population.



Les instances régionales sont investies d'un rôle majeur dans la mise en place d'une gouvernance claire et d'outils et programmes stratégiques.

La Région Fès-Meknès a accueilli, mardi 5 avril, la deuxième étape de la série des tables rondes sur Les Challenges des Régions, initiée par le groupe Horizon Press sur le thème "Régionalisation avancée et Nouveau modèle de développement : les Challenges de Fès-Meknès pour une nouvelle politique de développement régional". Décliné en deux parties, le premier panel de cette table ronde a été consacré au modèle de gouvernance et de pilotage, ainsi qu'aux grands chantiers de développement en cours. En effet, les instances régionales sont investies d'un rôle majeur dans la mise en place d'une gouvernance claire et d'outils et programmes stratégiques (PDR, SRAT, PAC...) ainsi qu'à travers l'activation de mécanismes de transfert des compétences de l'État vers les régions. Mettant en avant la portée considérable du programme de développement régional (PDR), le président de la Région Fès-Meknès, Abdelouahed EL Ansari, a rappelé que le PDR a permis d'identifier 97 projets d'un investissement global de 11,2 milliards de DH (MMDH). Il a, à cet égard, indiqué que les projets du contrat programme

État-Région enregistrent un léger retard de concrétisation que le conseil compte rattraper. Ce décalage est dû, soit à un manque de financement, soit à un défaut d'engagement de certains partenaires. «Pour s'assurer de l'avancement de ces projets, notre conseil travaille d'arrache-pied pour mener à bien l'ensemble des projets du contrat programme avant fin 2022», précise EL Ansari. Et d'ajouter, «le Conseil régional de Fès-Meknès est en cours de préparation de son PDR 2022-2027. Dans ce cadre, et conformément aux recommandations du NMD, une série de rencontres provinciales sont programmées pour débattre des besoins de la population de l'ensemble du territoire de la région». De son côté, Mohamed Benmoussa, membre de la CSMD, a précisé, lors de cette rencontre, que le territoire doit présider à ses destinées. «Aujourd'hui, nous sommes convaincus que les programmes de développement territoriaux doivent éma-

ner du terrain, avec la participation de l'ensemble des acteurs locaux et refléter, dans tous les cas, les besoins des populations. Cette démarche contribuera à prévenir les contraintes liées à la mise en œuvre de différents programmes régionaux». Selon lui, «le territoire doit être maître de son destin». Cette analyse explique en partie pourquoi les projets de développement, initiés dans

garantir la déclinaison du NMD au niveau régional, il soit procédé à la révision d'usage de la fonction publique territoriale en permettant aux walis, ainsi qu'aux présidents des régions et communes, d'être dotés de la capacité de recruter, notamment sur la base de contrats, et de bénéficier du transfert des «meilleurs» fonctionnaires de l'administration centrale vers les territoires. Il a également

97 projets d'un investissement global de 11,2 milliards de DH ont été identifiés.

le cadre du PDR de la Région Fès-Meknès, en sont à des niveaux de réalisation relativement faibles. En effet, ils ont été d'abord pensés au niveau central puis déclinés au sein des régions. Ils n'ont pas été conçus avec les citoyens et les acteurs économiques du territoire. Benmoussa préconise que, pour

précisé qu'il faut penser à apporter de l'ingénierie dans la gestion des territoires, en particulier des communes et des régions, et notamment via une ingénierie financière à même de mobiliser le plein potentiel fiscal des territoires, ce qui est loin d'être le cas actuellement. «Les collectivités territoriales

doivent être gérées suivant les Best practices, à l'instar des grands groupes privés. Sinon, elles ne pourront pas recourir à l'épargne financière», estime Benmoussa. Concernant les priorités à définir et les atouts à mettre en valeur, Benmoussa a indiqué aux opérateurs de la région que «là où il faut absolument mettre le paquet dans la stratégie de développement de la Région Fès-Meknès, c'est bien évidemment dans le tourisme, l'artisanat, l'agro-industrie et le textile, et de manière générale, dans tout ce qui est en relation avec l'ingénierie, l'innovation, la recherche et développement et l'offshoring de haute expertise». Pour ce qui a trait au rôle important que l'université marocaine est appelée à jouer dans le cadre du NMD, Radouane Mrabet, président de l'Université Sidi Mohamed Ben Abdellah (USMBA) a précisé que «notre université est prête à mobiliser l'ensemble de ses forces vives pour concevoir et contribuer à l'élaboration des documents et des instruments de développement régional. En effet, elle est en position pour atteindre rapidement la vitesse de croisière nécessaire en vue d'atteindre les objectifs du NMD». L'université sera également placée au cœur de l'écosystème territorial de manière à développer une nouvelle approche de la formation supérieure, axée sur la recherche, et étroitement liée à son environnement socio-économique. En effet, la région dispose d'un important bassin d'étudiants qu'elle doit maintenir et former pour lui permettre de contribuer à sa croissance. L'ambition du NMD est de faire de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique un véritable levier de développement, en résorbant rapidement ses principales lacunes et dysfonctionnements. À moyen et long terme, l'ambition est de positionner le Maroc en tant que hub régional, voire international de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique.

CROISSANCE ÉCONOMIQUE

Fès-Meknès veut s'ériger en nouveau hub

Dans le cadre du Schéma Régional d'Aménagement du Territoire (SRAT), la région s'est fixé de grandes ambitions à l'horizon 2042. Elle ambitionne de devenir le 1^{er} pôle agricole et de l'agro-business, le 1^{er} pôle de l'artisanat, de l'économie du savoir, le 2^e pôle de l'informatique et de l'outsourcing, et le 3^e pôle touristique et industriel.



Mohamed Benmoussa, membre de la CSMD, et Radouane Mrabet, président de l'Université Sidi Mohamed Ben Abdellah.

Pour embarquer dans le train de l'émergence et s'assurer une croissance durable, la région Fès-Meknès a besoin de la pleine mobilisation à la fois des acteurs du secteur public et du privé. Le Nouveau modèle de développement (NMD) table sur un taux de croissance de 6%, en moyenne, à partir de 2025, et de 7%, à partir de 2030, avec une augmentation de la part du secteur privé dans l'investissement évaluée à 35% actuellement. Lors du deuxième panel sous le thème «Comment ériger la Région en nouveau hub au service de la croissance régionale ?», les participants ont mené une réflexion sur les mesures susceptibles d'encourager l'investissement privé dans la région, tout en mettant l'accent sur les expériences réussies de quelques opérateurs phares de la région. Dans un premier temps, l'échange a porté sur les atouts dont bénéficie la région pour capter l'investissement, puis sur les recommandations basées sur l'expérience des opérateurs économiques pour améliorer la compétitivité économique régionale. Dans le cadre du Schéma Régional d'Aménagement du Territoire (SRAT), la région s'est fixé de grandes ambitions à l'horizon 2042. Elle ambitionne de devenir le 1^{er} pôle agricole et de l'agro-business, le 1^{er} pôle de l'ar-

tisanat, de l'économie du savoir, le 2^e pôle de l'informatique et de l'outsourcing, et le 3^e pôle touristique et industriel. Lors de son intervention à ce panel, le directeur général du Centre régional d'investissement (CRI) de Fès-Meknès, Yassine Tazi, a relevé que la crise du Covid a eu le mérite de mettre en exergue deux

ont noué des partenariats visant à encourager le développement de nouvelles niches à forte valeur ajoutée, renforcer le tissu entrepreneurial, favoriser l'innovation et les nouvelles technologies et améliorer la compétitivité des entreprises. Dans ce cadre, le responsable du CRI a cité les chantiers du Plan de Relance

tion une nouvelle offre foncière industrielle aux meilleurs standards, incluant un district Cuir sur 50 ha. L'appel à projets, lancé en mars dernier, a montré le fort engouement des industriels de la Région et du Royaume pour ce nouveau pôle de compétitivité, dont la fin des travaux est prévue pour décembre 2022. De son côté, Laraki Houssaini El Mehdi, vice-président de CCIS-FM, a assuré que la Chambre œuvre en parfaite complémentarité et partenariat avec les acteurs régionaux à préparer un climat et des conditions d'investissement favorables de nature à développer l'attractivité et la compétitivité de la région, ainsi qu'à instaurer la prospérité espérée par le NMD. «Le nouveau plan de développement des chambres ouvre la voie à une transformation globale leur permettant de renforcer leurs capacités pour devenir des acteurs incontournables et performants dans le processus de développement économique des territoires et des vecteurs de succès du chantier de régionalisation avancée», précise Laraki. Lors de son intervention, Hicham Sebti, directeur Euromed Business School,

a précisé qu'il faut préparer un capital humain capable de s'adapter aux métiers d'avenir et aux fluctuations du marché de travail. Pour lui «il faut penser à former des étudiants capables de résoudre des problématiques de dimension locale et régionale et qui ont l'ambition de créer leur propre entreprise». Dans ce cadre, le numérique peut être considéré comme levier important de transformation rapide de l'économie marocaine, puisqu'il représente un véritable outil de changement et de développement d'où la nécessité de lui accorder un intérêt particulier afin de créer des transformations structurantes et à fort impact au sein de la société. «L'accélération de la transformation numérique est de nature à transformer de manière profonde l'accès et la qualité des services publics, en particulier dans les zones reculées et être ainsi un outil d'inclusion économique et sociale», précise Sebti. Pour ce faire, le Maroc se doit de relever plusieurs défis, dont la mise à niveau des infrastructures numériques et leur extension à l'ensemble du territoire national, le développement des plateformes numériques pour tous les services au citoyen et à l'entreprise, l'accélération de la digitalisation de l'administration, et la formation des compétences en nombre suffisant, à même de garantir la mise en œuvre du chantier de la transformation numérique. Mettant l'accent sur le projet de la Fez Smart Factory (FSF) annoncé pour décembre 2022, Omar Tajmouati, président de la CGEM Fès-Meknès, a mis l'accent sur l'importance de transformation digitale des entreprises de la région pour accompagner le processus de développement. Doté d'un budget global prévisionnel de près de 200 MDH, l'écosystème FSF a pour ambition de créer un espace d'accompagnement d'activités innovantes pour contribuer au développement d'une industrie compétitive, par l'amélioration de sa productivité, à travers la mise en œuvre de principes et méthodes de l'industrie 4.0.

La région ambitionne de devenir le 1^{er} pôle agricole et de l'agro-business et le 1^{er} pôle de l'artisanat, de l'économie du savoir, notamment.

caractéristiques importantes de l'économie marocaine, à savoir la résilience et l'adaptabilité. «De par la structure équilibrée de son PIB et de ses nombreux atouts, la région Fès-Meknès a transformé la crise en opportunité et a lancé de nombreux chantiers structurants inscrits notamment dans le cadre du Programme de Développement Régional (PDR)», précise Tazi. Dans le cadre de l'accompagnement des entreprises de la Région, le CRI et ses partenaires

Industrielle (PAI) 2021-2023. En parallèle, une banque de projets sectoriels a ainsi été lancée afin de drainer des investissements dans des filières bien spécifiques au niveau des zones disponibles ou programmées au niveau de la région, dont l'Agropolis de Meknès, la nouvelle Zone d'Accélération Industrielle Ain Cheggag (ZAI) et le Parc Industriel de Ain Cheggag (PIAC). Le lancement de ce nouveau Parc, sur une superficie d'environ 81 ha, permet de mettre à disposi-



Les acteurs de la Région Fès-Meknès accordent leurs violons afin de déployer sur le terrain les orientations de la régionalisation avancée, conformément aux ambitions du NMD.



Les participants ont mené une réflexion sur les mesures susceptibles d'encourager l'investissement privé dans la région.



Le premier panel de cette table ronde a été consacré au modèle de gouvernance et de pilotage, ainsi qu'aux grands chantiers de développement en cours.



Radouane Mrabet, président de l'USMBA et Abdelouahed El Ansari, président de la région Fès-Meknès.



Abdelouahed El Ansari et El Mehdi Allabouch, vice-président de Horizon Press Group.



Meriem Allam, directrice de publication des Inspirations ÉCO, Mohamed Benmoussa et El Mehdi Allabouch.



L'échange a porté aussi sur les recommandations basées sur l'expérience des opérateurs économiques pour améliorer la compétitivité économique régionale.



Les discussions se sont poursuivies bien après la conférence.